

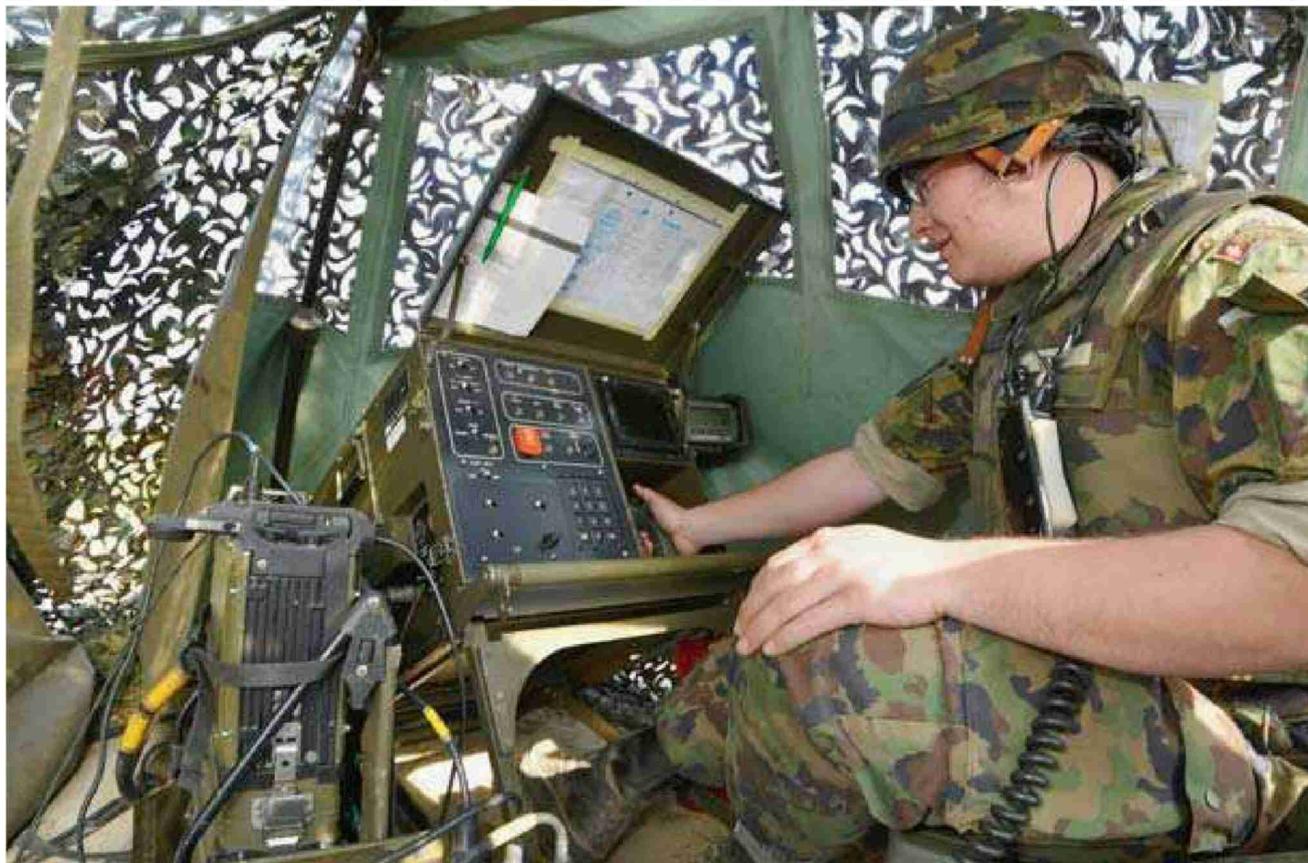


Le Nouvelliste
1950 Sion
027/ 329 75 11
www.lenouvelliste.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 37'826
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 25
Fläche: 117'965 mm²

Des relations extrêmement sensibles



Le projet d'acquisition, pour l'armée suisse, du système sol-air DSA défraie la chronique depuis plusieurs mois. Un projet qui avait été stoppé par le conseiller fédéral en charge de la Défense, Guy Parmelin, notamment en raison de son coût. KEYSTONE

Des relations extrêmement sensibles

PHILIPPE BOEGLIN
ARMEMENT

Dirigeant d'un fabricant proche du projet militaire DSA, un certain officier connaît aussi une élue concernée.

C'est tout d'abord une double casquette qui attire l'attention. Son porteur? Fabian Ochsner, officier de milice. Premier couvre-chef: responsable des engagements de défense contre avions (DCA) au sein des Forces aériennes de l'armée. Second couvre-chef: vice-président de la filiale

suisse du fabricant d'armement Rheinmetall Defence.

Une double activité qui suscite des interrogations. De par sa gamme de produits, l'entreprise est bien placée pour décrocher des mandats dans le projet controversé du système de défense sol-air (DSA/Bodluf). Pile poil le domaine de compétence de l'officier Fabian Ochsner au sein de l'armée.

En plein cœur de l'actualité

L'Argovien travaille donc des deux côtés

de la barrière: chez le vendeur et chez l'acquéreur. En outre, comme l'indiquent nos recherches, il connaît une élue fédérale impliquée dans l'onéreux projet DSA, la conseillère nationale Corina Eichenberger-Walther (PLR, AG). Contacté, le Département fédéral de la défense

(DDPS) n'y voit pas d'inconvénient. Au contraire. «La fonction d'un officier de milice à l'armée est généralement liée aux compétences inhérentes à sa profession ou à sa formation. Cela constitue la force-



Le Nouvelliste
1950 Sion
027/ 329 75 11
www.lenouvelliste.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 37'826
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 25
Fläche: 117'965 mm²

même de notre système: profiter des compétences civiles d'un côté, et d'une formation militaire de l'autre.»

Aux yeux du DDPS, ce double emploi ne permet pas à Fabian Ochsner de favoriser l'offre de son employeur Rheinmetall Defence, et ainsi de fausser la mise au concours du système DSA. «*Les occupations de M. Ochsner sont connues et il n'y a là pas de 'danger'. D'ailleurs il n'est pas impliqué dans le processus d'acquisition DSA/Bodlöv.*» Ceci dit, l'officier Ochsner – qui n'a pas réussi à nous répondre avant la mise sous presse – se situe en plein cœur de l'actualité. Son employeur, Rheinmetall Defence, se trouve en bonne position pour décrocher le mandat du programme DSA. Son offre avoisine les 700 millions de francs, indiquent nos recherches, corroborant de précédents articles du journal Zentralschweiz am Sonntag. Cette variante bénéficie de l'appui de l'organisation Flab-Collegium, qui milite pour les intérêts de la défense anti-aérienne.

Différences de prix

Avantage: cette solution coûterait moins cher que le projet suspendu par le ministre de la Défense Guy Parmelin, estimé jusqu'à 1,1 milliard. Désavantage: elle demeure clairement plus onéreuse

que le produit «Nasams» des Norvégiens de Kongsberg Defence. Pour 500 millions de francs, ce fabricant propose du matériel «*ayant fait ses preuves*», utilisé notamment par les Etats-Unis, et «*conçu spécialement pour les reliefs montagneux*».

Des arguments de poids qui n'ont pas empêché l'armée suisse d'écarter le système dans la procédure d'évaluation. Etonné, Kongsberg se dit toutefois «*prêt à reformuler une offre*», en prévision de la reprise prochaine du projet DSA.

Celui-ci, actuellement coordonné par la filiale suisse de l'entreprise Thales, défraie la chronique. Devisé à 500 millions au départ, son budget a bondi jusqu'à 1,1 milliard de francs début 2016. Ce qui a nourri les doutes du conseiller fédéral Parmelin, qui a ensuite suspendu l'affaire. Entachée de certaines irrégularités, la manœuvre lui a, pour rappel, attiré les foudres des commissions de gestion du parlement, qui ont jugé sa décision précipitée.

Un officier en campagne

Comme l'ont cependant relevé de nombreux parlementaires et (ex-)officiers, l'instance de surveillance des Chambres a omis d'examiner une autre facette du problème: les intérêts des

milieux industriels, mis à mal par la suspension du processus d'achat, et leurs liens possibles avec des parlementaires.

Cet aspect sensible revient dans la réflexion autour de Fabian Ochsner. Dans deux anciennes campagnes de votation, l'officier a lutté aux côtés de parlementaires fédéraux aujourd'hui impliqués dans le dossier DSA.

En 2013, il faisait partie du comité argovien contre l'initiative populaire antimilitariste «Pour l'abrogation du service militaire obligatoire». Un comité co-présidé par la conseillère nationale Corina Eichenberger-Walther. Puis, en 2014, Fabian Ochsner annonçait que son employeur Rheinmetall Defence avait fait un don conséquent au comité pro-Gripen. Au sein de ce dernier, on retrouvait à nouveau Mme Eichenberger-Walther. Siégeant dans la commission de gestion, l'élu ne fait pas mystère de son soutien à DSA.

L'Argovienne reconnaît «connaître Fabian Ochsner, mais pas bien». Et martèle: cela «*n'a de toute façon eu aucune influence sur ma décision liée à DSA*». Pas question non plus de déclarer cette relation «*qui n'a rien à voir avec un lien d'intérêt*».

« Les occupations de M. Ochsner sont connues et il n'y a là pas de «danger». D'ailleurs, il n'est pas impliqué dans le processus d'acquisition DSA/Bodlöv.»

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE LA DÉFENSE

Datum: 09.02.2017

Le Nouvelliste



Le Nouvelliste
1950 Sion
027/ 329 75 11
www.lenouvelliste.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 37'826
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 25
Fläche: 117'965 mm²



Le système de défense sol-air Rapier, utilisé par l'armée suisse, devra bientôt être remplacé. KEYSTONE



Le Nouvelliste
1950 Sion
027/ 329 75 11
www.lenouvelliste.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 37'826
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.201
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 25
Fläche: 117'965 mm²

«Nous devons régulièrement louer des avions de transport à d'autres pays»

PHILIPPE BOEGLIN, AVEC THOMAS SCHNEE

L'armée suisse ne s'occupe pas que du projet de défense sol-air (DSA). La question des avions de transport de personnes et de matériel revient sur la table. Par la bande, depuis l'Allemagne.

Selon une information du quotidien «Süddeutsche Zeitung», la ministre allemande Ursula von der Leyen veut élargir la flotte d'appareils A400M. Initialement, les militaires d'outre-Rhin avaient demandé 73 engins (en 2001), mais les députés fédéraux ne leur en avaient accordé que 60. Au fil des ans et des restrictions budgétaires, Berlin avait encore abaissé ce chiffre à 53 avions.

Un accord avec Airbus prévoyait finalement une nouvelle réduction à 40 appareils, les 13 A400M non utilisés devant être vendus par l'Allemagne à des pays tiers. Aujourd'hui, tout a changé. Le contexte géopolitique, l'évolution de l'opinion publique, les responsabilités grandissantes de l'Allemagne dans l'Otan ou encore les caisses pleines du bon Dr. Schäuble, poussent Mme von der Leyen à rééquiper la Bundeswehr sans trop compter.

La Suisse évoquée

Comme le rapporte le quotidien, la décision de conserver tout ou partie des 13 appareils n'est pas encore tombée. Mais le ministère a confirmé que des discussions bien concrètes étaient en cours. Une partie des machines iraient à la Bundeswehr pendant que l'autre partie serait vendue à des alliés européens de l'Allemagne. La République tchèque est évoquée. La Suisse aussi. A Berne, au Département de la défense (DDPS), on relativise les «discus-

sions concrètes» mentionnées côté allemand. «Le DDPS sait que des réflexions se déroulent en Allemagne portant sur une coopération avec d'autres Etats et utilisant les avions de transport A400M. Mais la Suisse n'a reçu aucune offre concrète.»

De toute façon, «le climat politique actuel, avec un parlement plus à droite depuis fin 2015, compliquerait un éventuel projet d'achat», reconnaît une des partisans des avions de transport, Géraldine Savary (PS, VD). Mais la conseillère aux Etats en est convaincue, «nous avons besoin de tels appareils pour honorer nos objectifs, qui exigent 500 hommes dédiés au maintien de la paix à l'étranger. Aujourd'hui, nous n'en sommes qu'à 250. En plus, nous devons régulièrement louer des avions de transport à d'autres pays.» A l'autre bout du spectre politique, l'idée d'acquérir des A400M n'enthousiasme pas. «Ce pas le moment de penser à cela. La priorité reste le futur des Forces aériennes, avec les avions de combat, ainsi que la défense sol-air (DSA/Bodluf)», soutient Thomas Hurter, conseiller national (UDC/SH).

L'état des réflexions au Département de la défense va d'ailleurs plutôt dans ce sens. «Il n'existe pour l'heure aucune intention ou plan concret en vue de l'achat d'avions de transport.» Si cela venait à changer, les appareils payés aux Allemands risqueraient bien de rester stationnés outre-Rhin – c'est en tout cas l'option envisagée par Berlin. Aucun chiffre précis sur le coût de l'opération (achat et équipement) n'a été mentionné. On parle néanmoins d'une somme en millions et à trois chiffres.